

MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Commune de Biganos

-

**Hôtel de Ville
52, avenue de la libération
33380 Biganos
Tél. 05 56 03 94 50**



PRESTATIONS LIÉES À L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DE L'ENSEMBLE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX DE LA VILLE DE BIGANOS (33380)

N° de marché

2	0	1	8	-	0	1
---	---	---	---	---	---	---

Date et heure limites de réception des offres

Le 19 mars 2018 à 12h00

Règlement de la Consultation

**Appel d'offres ouvert en application des articles 25, 57 à 59 et 66 à 68 du
décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.**

SOMMAIRE

Article 1^{er} – Objet et étendue de la consultation

- 1.1 – Objet du marché
- 1.2 – Étendue de la consultation
- 1.3 – Décomposition de la consultation
- 1.4 – Conditions de participation des concurrents
- 1.5 – Nomenclature communautaire

Article 2 – Conditions de la consultation

- 2.1 – Durée du marché - Délais d'exécution
- 2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives
- 2.3 – Délai de validité des offres
- 2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement
- 2.5 – Dispositions financières

Article 3 – Contenu du dossier de consultation des entreprises

Article 4 – Présentation des candidatures et des offres

- 4.1 – Documents à produire au titre de la candidature
- 4.2 – Documents à produire au titre de l'offre

Article 5 – Sélection des candidatures et jugement des offres

Article 6 – Conditions d'envoi ou de remise des plis

Article 7 – Renseignements complémentaires

- 7.1 – Demande de renseignements
- 7.2 – Visites sur sites

Article 8 – Recours

Article 1^{er} – Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet du marché

La présente consultation concerne l'exécution des prestations relatives à l'exploitation des installations et équipements de chauffage, de climatisation, d'eau chaude sanitaire et de ventilation de la Ville de Biganos (33380) sous la forme d'un marché de type :

- **P1 - MTI** : Gestion de l'énergie chauffage et ECS avec clause d'intéressement et fourniture d'énergie gaz en régie pour autres usages.
- **P2 - Prestations** : Conduite, maintenance et dépannage, de l'ensemble des équipements pris en charge, y compris la fourniture d'énergie autres usages et de fourniture des traitements d'eau nécessaires aux besoins d'ECS et des circuits primaires, la maintenance légionellose, la maintenance des équipements techniques nécessaires au chauffage, la climatisation, l'eau chaude sanitaire et la ventilation.
- **P3 - Prestations** : Gros entretien et renouvellement des équipements et installations prises en charge à ce titre avec clause d'intéressement.

Lieux d'exécution : Ville de Biganos (33380).

La liste des bâtiments est désignée en pages 5 et 6 du CCTP n° 2018-01.

1.2 – Étendue de la consultation

La présente consultation est effectuée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles 25, 57 à 59 et 66 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

1.3 – Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.4 – Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros TTC.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 – Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classifications principales
Service de réparation et d'entretien du chauffage central (50720000)
Service de réparation et d'entretien de chaudières (50531100)
Travaux d'installation de matériel de chauffage et de climatisation (45331000)

Article 2 – Conditions de la consultation

2.1 – Durée du marché - Délais d'exécution

Le présent marché débute à compter du 06 août 2018, date de prise en charge des installations, pour une durée de cinq (05) ans.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans les pièces écrites du présent marché (CCTP, CCAP et AE).

Dans le cadre de la date de démarrage des prestations, le candidat ne pourra pas opposer au pouvoir adjudicateur ses éventuelles périodes de fermeture.

2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Ils n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières n° 2018-01. Ils sont tenus de vérifier chaque pièce du dossier et d'indiquer les erreurs, omissions et discordances éventuelles remarquées dans les documents.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations, objets du présent marché, sont financées selon les modalités suivantes : le financement est assuré par le budget principal de la Commune.

Les paiements s'effectuent par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai global de paiement du marché interviendra conformément au délai indiqué dans la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires applicable sera celui prévu dans la réglementation en vigueur et au décret et/ou à l'ordonnance précisant les modalités d'application.

2.5 – Dispositions financières

Les prix sont exprimés en euro.

Dans le cas du P1, marché de type MTI, le titulaire fournit sous sa responsabilité le combustible en quantité et qualité convenable pour assurer le fonctionnement des installations. La fourniture est réglée à prix forfaitaire.

Dans le cadre du P2, pour chaque exercice annuel, les prestations de base décrites dans le CCTP n° 2018-01 sont réglées à prix global et forfaitaire.

Dans le cadre du P3, pour chaque exercice annuel, les prestations de base décrites dans le CCTP n° 2018-01 sont réglées à prix global et forfaitaire.

Le marché comporte une clause d'intéressement qui est appliquée à la fin de la chaque saison de chauffage dès la première année du marché.

Article 3 – Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises contient les pièces suivantes :

- l'Acte d'Engagement (AE),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- le présent Règlement de la Consultation.

Le Dossier de Consultation des Entreprises sur support papier peut être remis gratuitement sur demande écrite à chaque candidat. Conformément à l'article 39 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, il est également disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <http://www.villedebiganos.fr>

Article 4 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 – Documents à produire au titre de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui. Conformément aux articles 48 à 54 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, il est demandé de produire les renseignements et documents suivants :

- Situation juridique

1) Une déclaration d'intention de soumissionner ou le formulaire DC1 ; en cas de groupement, ce document, signé par tous les membres, est obligatoire et doit comporter l'habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire disponible à l'adresse : <http://www.economie.gouv.fr/daj>).

2) Déclaration du candidat dûment complétée, datée et signée (DC2) ; cette déclaration devra être

complétée par chaque candidat en cas de groupement (formulaire disponible à l'adresse : <http://www.economie.gouv.fr/daj>).

3) Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.

4) Une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du Code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 421-5 alinéa 2, 433-1, 433-2 alinéa 2, 434-9 alinéa 8, 434-9-1 alinéa 2, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-8 alinéas 1 et 2, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union Européenne ;
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du Code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre État de l'Union Européenne ;
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre État de l'Union Européenne ;
- ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- avoir au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-10, L 3243-2 et R 3243-1 du Code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D 8222-5-3° du Code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France,
- fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R 3243-1 du Code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger,
- que les renseignements fournis dans le formulaire DC2 et ses annexes sont exacts.

- Pour évaluer les capacités professionnelles, financières et techniques des candidats, seront également joints les documents suivants :

6) Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires particulier concernant des prestations de même nature, objets du présent marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

7) Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

8) Une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

9) Une présentation de la structure avec le descriptif des moyens humains et matériels dont les candidats disposent (outillage, matériel et équipement technique, effectifs, titres d'études et/ou professionnels des agents responsables de l'exécution des prestations, ...).

10) La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

11) La preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

4.2 – Documents à produire au titre de l'offre

- L'Acte d'Engagement (AE), et ses éventuelles annexes, tel que fourni dans le DCE, dûment complété et signé. Aucun autre document que celui joint au dossier de consultation ne sera accepté sous peine d'irrégularité.
- La Décomposition de Prix Global et Forfaitaire, renseignée, datée et signée par le candidat.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), à parapher et à signer par le candidat.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulière (CCTP), à parapher et à signer par le candidat.
- L'attestation de visite.
- Le mémoire justificatif du candidat comportant les informations suivantes :
 - Modalités de détermination des engagements de fourniture de combustible et de chaleur des sites concernés avec évaluation et justification des consommations théoriques et détail de la méthodologie du suivi des consommations ;
 - Moyens humains et matériels affectés au suivi du marché et notamment l'organisation des moyens humains dédiés à la réalisation des prestations du présent marché d'exploitation en fonction des diverses natures de prestation :
 - équipe prenant en charge le marché avec niveau de qualification et d'expérience de chaque technicien,
 - organisation des moyens humains pour réaliser les prestations prévues : agence de rattachement, composition et localisation du secteur de rattachement (nombre d'intervenants, nombre d'heures, encadrement, périmètre d'intervention, etc...) et capacités à intervenir simultanément sur plusieurs sites,
 - moyens matériels mis à disposition pour la réalisation des prestations (outils de gestion pour la planification des interventions, système de traitement des événements aléatoires et reports prévus pour l'information du Maître d'ouvrage, stocks de matériels),
 - moyens humains et matériels spécifiques pour les prestations en urgence et d'astreinte,
 - nombre d'heures estimatif prévu au titre de l'exécution des prestations P2 pour les sites objets du présent marché.
 - Moyens humains et matériels proposés pour la réalisation des prestations et des travaux obligatoires à effectuer au titre du poste P3.
Le candidat détaille :
 - les moyens humains et matériels affectés aux travaux et la méthodologie d'intervention,
 - le plan de renouvellement P3 des équipements (annexe AE),
 - le nombre d'heure estimatif prévu au titre de l'exécution des prestations et travaux P3 pour les sites objet du présent marché,
 - un tableau déterminant l'âge moyen du parc d'équipements (chaudières, brûleurs, pompes, vannes 3 voies, préparateur ECS, mitigeur, adoucisseur, armoires électriques) en chaufferies (somme pondérée des « âges » de tous les équipements du parc divisée par la somme totale pondérée d'équipements considérés à la fin du contrat).
 - Démarche et moyens proposés pour l'accompagnement aux économies d'énergies, avant mise en place de l'intéressement.
 - Présentation et description des actions prévues, en particulier en termes d'économie d'énergie, au travers du plan de renouvellement des équipements au titre du P3.
Le candidat indiquera, dans un tableau reprenant tous les sites, les économies d'énergies (en MWhPCS ou MWh utile) induites par le remplacement d'un équipement.

Indépendamment des dispositions générales prévues dans la démarche du management de la qualité de son entreprise (éventuelles certifications), le candidat exposera les actions concrètes et propres aux sites de la Ville de Biganos qu'il prévoit dans le cadre du présent contrat en termes de protection de l'environnement, de qualité et sécurité. En ce sens, le candidat présentera ses engagements ainsi que son plan d'action dans le cadre de l'exécution des prestations objets du marché : traitement des déchets générés dans le cadre de l'exploitation, dispositions concernant la sécurité en fonction des installations concernées, autres dispositions spécifiques...

Le candidat, ou chaque membre du groupement, pourra produire dès ce stade les certificats fiscaux et sociaux correspondants ainsi que les pièces mentionnées à l'article D8222-5 ou D8222-7 à D 8222-8 du Code du travail.

À défaut, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché disposera d'un délai de dix (10) jours à compter de la demande du représentant du pouvoir adjudicateur pour fournir, sous peine de rejet de son offre :

- les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents,
- les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-8 du Code du travail (les entreprises nouvellement créées fourniront une copie certifiée conforme du récépissé de dépôt du centre de formalités des entreprises ou un extrait du registre du commerce et des sociétés ou toute autre pièce officielle attestant de sa naissance dans l'année),
- les attestations d'assurance en cours de validité.

Pour les candidats établis dans un état membre de l'Union Européenne, ils doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes compétents de l'État d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si le candidat ne fournit pas les documents demandés, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans l'ordre de classement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard cinq (05) jours avant la date limite de réception des offres. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 – Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement de l'offre sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques et financières Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement de l'offre sont pondérés de la manière suivante :

Critères de jugement des offres	Pondération
Valeur technique de l'offre	60
Présentation de l'organisation pour gérer le contrat	5
Mise à disposition d'un interlocuteur unique et profil des intervenants affectés aux sites désignés	1
Organigramme de la structure opérationnelle en charge du marché	2
Organisation des permanences et astreintes 24h/24, organisation du fonctionnement normal et périodes de remplacement mises en place	2
Prestation P3 : pertinence du prévisionnel de renouvellement des équipements sur la durée du marché	10
Prestation P2 : programmation d'entretien	10
Pertinence des engagements de programmation	6
Qualité et mise à niveau des gammes de maintenance sur la totalité des équipements et installations prises en charge	4
Pertinence de la proposition en matière de performance énergétique Pertinence des engagements pour le MTI	15
Traçabilité et reporting proposés	10
Accessibilité permanente aux conditions d'exploitation	4
Modélisation des suivis des performances techniques, du reporting en continu des interventions curatives et de la gestion des événements sur appel : qualité et ergonomie des modèles présentés	6
Démarches en matière de dispositions environnementales : enjeux des performances énergétiques et ISO 14000 avec démarche HQE	2
Exécution des prestations P2 : nombre d'heures prévisionnelles / an	8
Prix des prestations	40
Montant global P1 MTL, chauffage et ECS	15
Montant global P2	15
Montant global P3	10
Total	100

Le critère « 1 - Valeur technique de l'offre » (sur 60 points) sera apprécié en fonction des éléments apportés dans le mémoire technique.

Le barème de notation du critère n° 1 s'établit comme suit :

Note = 0	Très insuffisant.	Le candidat n'a pas fourni l'information ou le document demandé par rapport à un sous critère fixé.
Note = 1	Insuffisant.	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un sous critère fixé mais le contenu ne répond pas aux attentes.
Note = 2	Partiellement insuffisant.	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un sous critère fixé mais le contenu ne répond que partiellement aux attentes.
Note = 3	Suffisant.	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un sous critère fixé dont le contenu répond aux attentes minimales mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats.
Note = 4	Bon et avantageux.	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un sous critère fixé dont le contenu répond aux attentes minimales et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats.
Note = 5	Très intéressant.	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un sous critère fixé dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats.

Si P est le nombre maximal de points à attribuer, les points affectés à une offre ayant la note N est :

$$P \times N/5.$$

Le critère « 2 - Prix des prestations » (sur 40 points) sera apprécié aux vues des critères suivants :

- pour le prix du P1 (15 points) : la valeur de ce sous-critère sera évaluée suivant la formule de notation suivante : $\text{Note} = (So/Sn) \times 15$ dans laquelle *So* est l'offre la moins disante et *Sn* l'offre du candidat ;
- pour le prix du P2 (15 points) : la valeur de ce sous-critère sera évaluée suivant la formule de notation suivante : $\text{Note} = (So/Sn) \times 15$ dans laquelle *So* est l'offre la moins disante et *Sn* l'offre du candidat ;
- pour le prix du P3 (10 points) : la valeur de ce sous-critère sera évaluée suivant la formule de notation suivante : $\text{Note} = (So/Sn) \times 10$ dans laquelle *So* est l'offre la moins disante et *Sn* l'offre du candidat.

Nota : En cas de discordance constatée dans son offre, les indications portées en lettres sur l'Acte d'Engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévus par la réglementation en vigueur. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne sera pas supérieur à dix (10) jours.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats mentionnés dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de l'écrit du pouvoir adjudicateur lui demandant de les présenter, son offre est rejetée et l'élimination du candidat est prononcée.

Article 6 – Conditions d’envoi ou de remise des plis

6.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**PRESTATIONS LIÉES À L’EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES
DE L’ENSEMBLE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX DE LA VILLE DE BIGANOS
(33380)**

Marché n° 2018-01

NE PAS OUVRIR

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s’il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l’heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l’adresse suivante :

- par voie postale :

**Ville de Biganos
Service de la Commande Publique
52, avenue de la Libération
33380 Biganos**

- par transporteur ou en mains propres :

**Ville de Biganos
Pôle Technique Municipal
Service de la Commande Publique
236, avenue de la Côte d’Argent
33380 Biganos**

Le pli qui serait remis ou dont l’avis de réception serait délivré après la date et l’heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu ; il sera renvoyé à son auteur.

6.2 – Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie papier mais accepte les plis adressés par voie électronique à l’adresse suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Il est à préciser que le choix du mode de transmission est irréversible : l’utilisation d’un mode de transmission différencié entre la candidature et l’offre n’est pas autorisée.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n’est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l’un comporte les pièces de la candidature et l’autre les pièces de l’offre, dans le cas d’une seule enveloppe). Chaque transmission fera l’objet d’une date certaine de réception et d’un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01h00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde ».

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis doivent être compatibles dans un environnement *Windows* en *.doc*, *.xls* ou *.pdf*.

Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Article 7 – Renseignements complémentaires

7.1 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite à :

Renseignement(s) administratif(s)

Ville de Biganos
Pôle Technique Municipal
Service de la Commande Publique
236, avenue de la Côte d'Argent
33380 Biganos
Tél. 05 56 82 92 89
servicemarches@villedebiganos.fr

Renseignement(s) technique(s)

Ville de Biganos
Pôle Technique Municipal
Bureau d'Études - M. Martinez
236, avenue de la Côte d'Argent
33380 Biganos
Tél. 05 57 70 08 74 / 06 83 19 84 40
nmartinez@villedebiganos.fr

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, six (06) jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 – Visites sur sites

Afin de répondre parfaitement tant à la réglementation en vigueur qu'aux contraintes mais aussi pour permettre aux candidats d'apprécier les conditions de réalisation du marché, les entreprises, ou groupement d'entreprises, sont invitées à se rendre sur les lieux afin de se rendre compte de la nature des travaux et de leur condition d'exécution.

La visite est obligatoire.

La visite doit permettre au candidat :

- de prendre toutes les dispositions pour l'exécution de l'ensemble des obligations d'exploitation et des conditions de réalisation de travaux ;
- d'apporter les mises à jour éventuelles aux inventaires non exhaustifs des matériels et équipements à prendre en charge répertoriés au CCTP n° 2018-01 et dans ses annexes.

À la suite de la visite programmée, le candidat est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des installations et équipements à prendre en charge qui sont globalement définis au CCTP afin de permettre au candidat d'acquérir la parfaite connaissance :

- de la constitution du (des) bâtiments,
- de l'utilisation et des périodes de fonctionnement du (des) bâtiments,
- de la consistance des équipements et installations,
- des conditions d'approvisionnement en énergie et autres fluides dont il doit assurer la gestion,
- des besoins énergétiques et autres ressources vérifiés par ses soins,
- des conditions particulières d'accès liées à la sécurité, et à la spécificité des lieux.

Pour prendre rendez-vous, entreprises ou groupement d'entreprises prendront contact auprès de :

Ville de Biganos
Pôle Technique Municipal
Bureau d'Études - M. Martinez
236, avenue de la Côte d'Argent
33380 Biganos
Tél. 05 57 70 08 74 / 06 83 19 84 40
nmartinez@villedebiganos.fr

La prise de rendez-vous se fera au minimum deux (02) jours avant.

Plus aucun rendez-vous ne sera pris dix (10) jours avant la date limite de remise des offres.

Le jour de la visite, un récépissé de visite sera délivré à chaque candidat. Conformément aux termes de l'article 4.2 ci-dessus, ce document sera à remettre dans les documents dus au titre de l'enveloppe.

Article 8 – Recours

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Bordeaux
9, rue Tastet - BP 947
33063 Bordeaux Cedex
Tél. 05 56 99 38 00 / Télécopie 05 56 24 39 03
Greffe 05 56 99 38 00
greffe.ta-bordeaux@iuradm.fr